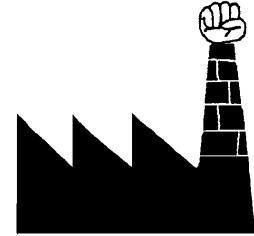


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Violences

La flambée de violences, confinant par moments à l'émeute, qu'a connue un grand nombre de banlieues des grandes agglomérations urbaines au début du mois de novembre, n'aura surpris que ceux qui ignorent la réalité qui y règne. Conjuguant chômage et précarité, délabrement du bâti et désertification des équipements collectifs et de services publics, pauvreté et misère, désespérance et ressentiment, économie parallèle faite de trafics divers entre les mains de bandes à tendance mafieuse, ces banlieues concentrent tous les fruits amers de trente années de crise économique. L'ensemble de ces maux y affectent plus particulièrement une jeunesse prolétaire très tôt déscolarisée et qui n'a plus aucun espoir ni même aucun désir d'entrer un jour dans le régime du salariat stable. Et la partie de cette dernière qui est issue de l'immigration d'origine maghrébine ou africaine, récente ou plus ancienne, y subit de surcroît discrimination ethnique et raciale, tracasseries et vexations de la police.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'un incident un peu plus grave que ceux qui ponctuent la vie quotidienne de ces lieux ne vienne mettre le feu aux poudres. La révolte qui éclate alors porte elle-même les marques de la misère psychologique et idéologique de ceux qui se soulèvent. Aveugle et irréflective, elle s'en prend aux quelques biens privés (les automobiles) ou publics (ce qui peut rester d'équipements collectifs) de ces quartiers, faisant de leurs habitants, donc des voisins, ses principales victimes.

Des pauvres s'en prenant à d'autres pauvres, c'est pain bénit pour les riches, c'est-à-dire tous ceux dont la richesse et le pouvoir reposent précisément sur l'appauvrissement et l'impuissance des précédents. D'une part, parce qu'ils sont ainsi quittes de toute leur responsabilité. D'autre part, parce qu'ils trouvent là l'occasion de renforcer encore leur pouvoir en durcissant la répression de ces actes, en instituant un état d'exception qui tend à devenir la règle et qui servira demain à criminaliser d'autres formes de lutte, surtout en bénéficiant de l'appui d'une population apeurée par ses « *sauvageons* », dont la révolte devient synonyme de barbarie et qu'on a tôt fait de qualifier de « *racaille* », comme on l'a qualifiée jadis de « *canaille* ».

En fait de racaille, nous n'en connaissons qu'une, pour notre part. C'est celle qui peuple les conseils d'administration des grands groupes industriels et financiers, dont la soif de lucre et de puissance produit et entretient anonymement la misère d'une part grandissante de la population. C'est celle qui peuple les sommets des appareils d'Etat qui, avec un cynisme à peine voilé, organise les conditions générales de l'oppression des précédents. C'est celle enfin des « *chiens de garde* », journalistes, universitaires, intellectuels qui, par médias interposés, tentent de justifier le désordre ainsi établi, c'est-à-dire cette violence institutionnalisée qui, au quotidien, broie des millions d'existences. C'est à cette racaille-là que nous nous proposons, pour notre part, de demander un jour des comptes et même de régler son compte.



La novlangue du néo-libéralisme (4)

Sous la rubrique « La novlangue du néo-libéralisme », ACC se propose de passer régulièrement au filtre de la critique les mots clefs de cette langue qui enseigne la soumission volontaire au monde actuel, en le faisant passer pour le meilleur des mondes ou, du moins, le seul monde possible. En espérant ainsi permettre à tous ceux qui subissent ce monde et éprouver comme une prison de se (ré)approprier un langage adéquat à leurs propres intérêts et au combat pour s'en libérer.

La réforme

«La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner sans cesse les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions antiques et vénérables, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés.»¹

Dans ce célèbre passage du *Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels soulignent une des caractéristiques majeures du mode capitaliste de production, qui le distingue fortement des précédents: il ne peut se reproduire sans se transformer en permanence; le maintien de ses rapports constitutifs fondamentaux passe par l'ébranlement continu de tout l'édifice social qui en résulte.

Les raisons de cette instabilité permanente et généralisée ne sont pas indiquées ici par Marx et Engels. Ils s'en sont cependant expliqués par ailleurs; et elles se laissent au demeurant aisément deviner. Il s'agit, d'une part, de la lutte des classes qui oppose le capital au travail salarié et dont l'enjeu est l'extorsion par le premier au second du maximum de surtravail sous forme de plus-value. A quoi se surajoute, d'autre part, la lutte entre les différentes fractions de la bourgeoisie, comme entre les ca-

pitalistes individuels (la concurrence intercapitaliste), dont l'enjeu est la répartition entre eux de ce butin collectif. C'est notamment la résistance opposée par les travailleurs à leur exploitation (leurs luttes pour réduire la durée et l'intensité du travail et pour augmenter leur niveau de vie) qui a constamment obligé les capitalistes à bouleverser la base technique et sociale des procès de production et, par suite, de proche en proche, tout l'édifice social.

Il faut avoir présent à l'esprit cet arrière-plan si l'on veut comprendre les raisons des transformations qui ont affecté le sens de ce mot aujourd'hui galvaudé par le néolibéralisme, comme tant d'autres : *la réforme*. Car on saisit immédiatement, d'une part, que la réforme est le mode de permanence propre au capitalisme; mais aussi, d'autre part, que le contenu et l'orientation dominante des réformes dont se nourrit la reproduction du capital dépendent fondamentalement du rapport de forces entre capital et travail salarié.

Réforme et révolution

Au tournant du XX^e siècle, au sein des organisations politiques fédérées au

sein de la II^e internationale social-démocrate (au sens que ce terme possède à l'époque) s'est déroulé un vif débat opposant *réformistes* (alors qualifiés encore de « *révisionnistes* ») et *révolutionnaires*. Selon les premiers, le socialisme pouvait se construire progressivement, au sein même du capitalisme, à travers un certain nombre de réformes plus ou moins radicales (appelées par la suite « *réformes de structure* »), telles que la nationalisation des grands groupes industriels et financiers, la municipalisation du sol (pour mettre fin à la spéculation foncière), l'encadrement du crédit, la réglementation du rapport salarial par les conventions collectives et la législation du travail, l'institution d'un appareil public de protection sociale, etc. Pour les seconds, au contraire, seule une rupture révolutionnaire, impliquant notamment l'expropriation de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers ainsi que la réappropriation par les travailleurs des moyens sociaux de production, le tout dans le cadre d'une dictature du prolétariat, pouvait engager la société sur la voie du socialisme.

Après 1914 (l'éclatement de la Première Guerre mondiale) et surtout après 1917 (la révolution en Russie, la prise du pouvoir par les bolcheviques et l'établissement du soi-disant régime soviétique), le débat a continué à opposer social-démocrates réformistes, partisans de la recherche de formules de compromis entre grand capital et mouvement ouvrier organisé, et léninistes (de toutes obédiences) partisans de la construction de régimes dont l'URSS représentaient, peu ou prou, le modèle. Les premiers ont fini par l'emporter sur les seconds lorsque, à partir des années 1930, dans un contexte de dépression économique profonde, de faillite idéologique du libéralisme classique et d'affrontements entre démocraties parlementaires et régimes fascistes, les luttes de classes ont abouti, dans l'ensemble des Etats capitalistes développés, au compromis fordiste². Pour prix de son renoncement à la lutte révolutionnaire, le prolétariat européen et nord-américain se voyait garantir le plein emploi, la réduction de son temps de travail, la croissance de



son pouvoir d'achat et l'annexion à une consommation marchande sans cesse étendue, une socialisation de la protection sociale de l'enfance, de la maladie, de l'infirmité, de la vieillesse, etc. La réforme devenait ainsi synonyme de conquêtes par les travailleurs d'acquis sociaux, par le biais de leurs organisations syndicales et leurs représentants politiques social-démocrates, même si ces derniers pouvaient quelquefois (notamment en France) continuer à développer une idéologie et une phraséologie révolutionnaire, promettant la «rupture avec le capitalisme» à la première occasion qui leur serait donnée d'exercer le pouvoir d'Etat.

Bref, qu'elle ait été conçue comme une fin en soi, devant garantir l'amélioration continue des conditions d'existence des travailleurs dans le cadre désormais intangible du capitalisme ou qu'elle ait été conçue comme autant d'acquis destinés à faire évoluer le rapport de forces en faveur de travailleurs, jusqu'à rendre l'indispensable rupture révolutionnaire possible, la réforme était conçue par les frères ennemis du mouvement ouvrier comme quelque chose d'éminemment positif. Evaluation en définitive partagée par la partie la plus éclairée de la grande bourgeoisie, comprenant que ces réformes social-démocrates allaient, en définitive, en dépit des apparences, dans le sens de ses intérêts les plus fondamentaux, en assurant la perpétuation des conditions de sa domination, non seulement sur les travailleurs mais sur les autres fractions ou couches de la classe dominante, tout comme sur les autres classes possédantes. En somme, sous la dénomination vague de «*progrès social*», la réforme faisait consensus entre la quasi totalité des forces sociales en présence.

Réforme et contre-révolution

C'est sans doute ce qui a incité cette même fraction hégémonique de la classe dominante (le grand capital) à se saisir de ce terme pour masquer le sens réel des transformations socio-économiques qu'elle a entreprises, à partir de la fin des années 1970, dans un contexte historique très différent. Contexte caractérisé, d'une part, par une nouvelle et très profonde crise économique mondiale du capitalisme, dans laquelle celui-ci est entrée à partir du début des années 1970 et dont il n'est toujours pas sorti ; d'autre part, par une rapide transnationalisation du capital, destinée sinon à résoudre cette crise, du moins à s'y adapter autant que possible, en en faisant payer le prix aux travailleurs, non seulement dans les Etats capitalistes développés, mais sur toute la planète.

Pareille transnationalisation passe par la destruction, tantôt rapide et bru-

talement, tantôt lente et progressive, de bon nombre des acquis de la période antérieure, autrement dit des réformes entreprises et conduites dans le cadre du compromis fordiste. Qu'il s'agisse de démanteler la réglementation légale et conventionnelle du rapport salarial, de manière à flexibiliser et précariser toujours davantage les formes et les conditions d'emploi aussi bien que de rémunération salariale; ou de démanteler les

de la réalité naturelle, sera un nouveau paradis sur Terre. Et c'est bien à cette fin que les politiques néo-libérales se parent des oripeaux de la réforme.

Le plus singulier dans cette affaire est sans doute que les derniers à participer à ce marché de dupes ne sont pas les héritiers de la tradition réformiste, les ci-devant dirigeants politiques et syndicaux social-démocrates. Parler de réfor-

mes à propos d'une entreprise fondamentalement réactionnaire (au sens propre du terme, les politiques néo-libérales visent par certains de leurs aspects à ramener le salariat à un état historique antérieur aux réformes social-démocrates) voire contre-révolutionnaire (en tant qu'elles visent à écraser le mouvement ouvrier, à priver les travailleurs de toute autonomie d'action, d'organisation et de pensée) n'est sans doute pas une opération idéologique trop difficile pour des partis et des hommes politiques de droite, dont l'adhésion à la thématique réformiste n'a été, pendant la période antérieure,

qu'opportuniste. Mais la chose est autrement délicate pour des organisations, syndicales et politiques, de gauche qui ont fondé toute leur identité historique sur cette même thématique. Continuer à se proclamer social-démocrate et à faire croire que l'on assume l'héritage historique de la social-démocratie comme le font en France Hollande, Strauss-Kahn ou Fabius, en Allemagne Schröder, en Grande-Bretagne Blair, alors que leurs politiques détruisent méthodiquement les acquis du réformisme social-démocrate, c'est évidemment autrement difficile et en définitive casse-gueule. Car ces «réformistes» néo-libéraux qu'ils sont devenus, qui travaillent désormais à défaire ce que leurs ancêtres proclamés ont construit, scient manifestement la branche sur laquelle ils persistent à vouloir s'asseoir.

Alain Bihr

¹ Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste dans Karl Marx et Friedrich Engels., Oeuvres choisies en deux volumes, tome 1, p. 25.*

² *Pour une présentation détaillée de ce compromis et de sa dynamique historique, je me permets de renvoyer à Du Grand Soir à l'alternative. Le mouvement ouvrier européen en crise, Editions Ouvrière/ Editions de l'Atelier, 1991.*



systèmes socialisés de protection sociale face à la maladie (assurance maladie) ou face à la vieillesse (l'assurance vieillesse) pour leur substituer des formes d'assurance privée, sans doute fructueuses pour le capital financier mais désastreuses pour tous ceux qui ne peuvent pas se les payer et même éventuellement pour ceux qui peuvent se les payer (quand les capitaux financiers en questions font faillite); ou qu'il s'agisse encore de soumettre de la manière la plus directe le système de formation initiale et continue aux impératifs étroits du capital, en le transformant lui-même en une branche de la production capitaliste.

Toutes ces «réformes», d'inspiration néo-libérale, constituent désormais l'agenda de la quasi totalité des gouvernements de la planète. Evidemment impopulaires, puisque destinées à liquider bon nombre des acquis antérieurs des travailleurs, elles ne peuvent pas se justifier seulement par la soi-disant nécessité qui présideraient à leur introduction; par exemple par les contraintes de la mondialisation. Pour se légitimer, il leur faut encore convaincre les présentes et futures victimes de ce qu'elles préparent des lendemains qui chantent, que le marché universel, non seulement mondial en ce qu'il couvre la planète entière mais encore en ce qu'il englobe toutes les sphères de l'existence humaine et

Le texte qui suit est déjà paru dans le bulletin "L'Emancipation Sociale" n° 38 d'avril 2005. (Pour s'abonner s'adresser à Fabien Desgranges 29 rue de la Libération 70290 CHAMPAGNEY. Site : www.amisemasoc.free.fr Tél : Gérard Deneux 03 84 30 21 06). Il souligne les graves conséquences pour la santé publique de l'absence de contrôle et de maîtrise politique d'un secteur soumis, comme d'autres, à la loi du profit.

L'industrie pharmaceutique face à la santé

Le secteur de l'industrie pharmaceutique s'efforce de donner l'image de la compétence scientifique, du dévouement au bien de l'Humanité et de l'innovation. Comme c'est aussi un des secteurs les plus profitables (22 % de rentabilité nette d'exploitation en France), il affirme comme une évidence que les « profits d'aujourd'hui sont les médicaments de demain »

Cette belle image se fissure quand, le 28 septembre 2004, MERK doit retirer le VIOXX de la vente: cet anti-inflammatoire a des conséquences cardio-vasculaires gravissimes en cas de traitement au long cours (il aurait provoqué 27 000 décès aux USA en 4 ans).

En décembre 2004, c'est au tour de PFIZER avec le CELEBREX, un autre anti-inflammatoire, dont la revue médicale française *Prescrire*⁽¹⁾ avait mentionné les risques encourus. et ce, dès 2000.

Et cela continue, lorsque le 1/01/2005 le *British Medical Journal* publie une étude montrant la responsabilité du PROZAC, antidépresseur produit par ELI LILLY, dans de nombreux cas de suicides. Un comble !

Et pourtant, ces trois « blockbusters »⁽²⁾ avaient reçu l'Autorisation de Mise sur le marché de l'Agence française de Sécurité Sanitaire des produits de Santé (AFSSAPS).

Certains doutes ont aussi été émis concernant les traitements hormonaux de la ménopause, des médicaments anti-cholestérol du type CRESTOR d'ASTRAZENEKA ou contre les troubles de l'attention comme le STETTERA d'ELI LILLY, etc...

Alors quoi, pas sûrs nos médicaments ?

I - Le médicament

Le médicament est une substance naturelle ou chimique destinée aux actions prophylactiques (préventives) ou thérapeutiques (curatives) contre les maladies. Un médicament est d'autant meilleur que son efficacité à soigner (fai-

ble dose, rapidité, agrément de prise...) est peu contrebalancée par des effets indésirables (les inévitables effets secondaires).

Le chiffre d'affaires annuel mondial de l'Industrie Pharmaceutique (vac-



cons, instruments de diagnostic et surtout médicaments) est d'environ 400 milliards \$ que se partagent, pour 80 %, les 60 grands laboratoires (big pharma) situés principalement aux USA, en Europe et au Japon.

Leurs produits sont distribués à 15 ou 20 % de la population mondiale, principalement dans les pays développés où il existe des systèmes d'assurance maladie publics ou privés, qui sont, en fait, la **garantie collective des ressources financières** de ces big pharma. Les pays pauvres sont donc exclus de cette distribution. Les maladies qui leur sont spécifiques, comme la maladie du sommeil ou le paludisme, restent sans vaccins ou médicaments, car sans intérêts commerciaux pour l'Industrie Pharmaceutique.

En France, en 2003, les médicaments représentaient 15 des 125 milliard d'euros des dépenses de Santé qui augmentent plus vite que le PIB. Ces dépenses sont néanmoins dans la

moyenne des pays de l'OCDE avec 9% du PIB (contre 14 aux USA et 7 en Finlande).

On compte **202 000 médecins** qui prescrivent essentiellement des médicaments de marque protégés par des brevets, les princeps, et **23 000 pharmaciens** qui peuvent proposer de remplacer ces prescriptions par des médicaments génériques, copies des premiers tombés dans le domaine public. L'Industrie Pharmaceutique leur dépêche 15 000 visiteurs médicaux.

Le régime général d'assurance maladie couvre entre 0 et 100% des dépenses de médicaments, à 50 millions de bénéficiaires.

II Brève histoire du médicament

1 - L'empirisme

Jusqu'à la fin du 19ème siècle, on a surtout utilisé les plantes et les huiles essentielles pour soigner des affections sur lesquelles elles avaient des effets visibles, alors que beaucoup de maladies n'étaient pas identifiées.

Le manque d'hygiène, la malnutrition et les conditions de vie et de travail tuaient au moins autant que le manque de soins et de médicaments.

Néanmoins, leur efficacité était loin d'être nulle et certains se demandent actuellement si le recours à ces médecines ne pourrait pas constituer une partie de la solution aux maladies du vieillissement.

2 - La révolution thérapeutique

Les progrès de la pharmacie moderne, issue de la chimie, commencent par la découverte de l'action des vaccins, puis passe par celle des médicaments comme l'Aspirine, pour arriver à la phase de révolution thérapeutique à partir de 1935 qui a principalement concerné les **maladies infectieuses**: on s'attaquait au vivant qui tuait le vivant.

En dépit du manque de précaution provoquant des accidents (les essais cliniques « ouverts » transformaient les malades en cobayes non prévenus), de véritables innovations ont été mises à disposition comme les SULFAMIDES (1935), la PENICILLINE (1941), les antibiotiques (1943), la Cortisone (1949), les psychotropes (1952), le vaccin anti-

polio (1955), les antidépresseurs (1964) ou l'héparine (1974), en même temps qu'étaient mises au point des techniques comme la dialyse rénale, le stimulateur cardiaque, la fécondation in vitro etc...

Il est à noter que si l'espérance de vie à la naissance est passée d'environ 50 ans au début du 20ème siècle à près de 80 ans actuellement, on le doit d'abord à la diminution de la mortalité périnatale et infantile imputable, autant aux sage-femmes, aux médecins et aux règles d'hygiène, qu'aux médicaments.

3 - L'ère des rendements décroissants

En 1957, un tranquillisant la THALIDOMIDE est mis sur le marché sans avoir fait l'objet d'études sérieuses de toxicité, comme c'était, alors, souvent l'habitude. Non déconseillé aux femmes enceintes, il provoque en 4 ans, des malformations gravissimes chez 12 000 nouveau-nés.

Ce scandale, accompagné d'autres comme celui du STALINON, est ressenti à l'échelle mondiale, ce qui va conduire à la mise en place **d'essais cliniques contrôlés**. Ceux-ci sont des protocoles déposés, permettant l'évaluation du ratio bénéfiques/risques du candidat médicament. Les autorités de Santé ont délégué la conduite de ces essais cliniques aux laboratoires qui leur en présentent les résultats (pas forcément les plus défavorables) pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché.

Ces essais très lourds renchérisissent, d'après les laboratoires, le coût des médicaments.

L'augmentation de l'espérance de vie a fait apparaître des nouvelles **maladies liées au vieillissement**, dites dégénératives comme les maladies cardio-vasculaires, les cancers, la maladie d'Alzheimer, etc... dont on comprend mal les causes et qu'on ne sait pas reproduire en laboratoire afin de les étudier.

Depuis 1975, l'innovation en matière de médicaments régresse, les labos ne produisant souvent plus que des variations de médicaments existants. Si l'on en croit la revue *Prescrire*, entre 1981 et 1999, 1996 médicaments ont été mis sur le marché, en France: 63 seraient intéressants et seulement 7 seraient innovants, dont les thérapies contre le Sida.

Pas plus qu'auparavant n'ont été mis en place des mécanismes d'étude d'impact sanitaire des médicaments après leur mise en vente et seuls les accidents comme ceux mentionnés en préambule font réagir l'Industrie

Pharmaceutique et les pouvoirs publics.

III - Processus d'élaboration et de distribution des médicaments de «marques»: les principes

La mise au point intègre plusieurs étapes :

1 - D'abord, **les orientations stratégiques** prennent en compte les molécules explorées par la recherche fondamentale (CNRS, INSERM ou entreprises bio-technologiques privées), l'intérêt commercial (volume potentiel de vente, nouveauté, solvabilité du «marché», état des systèmes de sécurité sociale, etc..) et l'urgence pour le labo à développer de nouveaux médicaments en fonction du nombre de leurs principes encore protégés par des brevets. Cette phase marketing élimine souvent les maladies «orphelines» des pays riches et les affections des pays pauvres.

Les molécules sélectionnées font alors l'objet d'essais cliniques destinés à évaluer le rapport efficacité/effets secondaires indésirables, sur un échantillon humain volontaire, malade ou bien portant (exploitation statistique des résultats de l'administration du candidat médicament ou d'un placebo) : phase 1 : test de tolérance sur 20 à 100 volontaires; phase 2: test d'efficacité sur 100 à 1 000 volontaires; phase 3 : test de tolérance et d'efficacité sur 1 000 à 5 000 volontaires.

A ce stade, après 4 à 9 ans d'essais, le labo présente un dossier destiné à obtenir l'autorisation de mise sur le marché de l'AFSSAPS qui ne procède à

«11 millions de personnes meurent chaque année de maladies infectieuses faute d'avoir accès aux médicaments essentiels soit plus de 30000 par jour.

Deux milliards d'êtres humains n'ont pas accès aux soins de santé de base, essentiellement parce que ceux-ci sont trop coûteux.

Le droit à la Santé du plus grand nombre passe après le droit aux profits de quelques-uns. Ce constat semble pourtant de peu de poids face aux arguments avancés par les sociétés pharmaceutiques et les Gouvernements occidentaux qui les soutiennent.

Raoul-Marc Jennar Dans «**Europe, la trahison des élites**»

aucun autre essai indépendant.

Si cette autorisation est donnée, suivent alors des essais, dits de phase 4, sur 10 000 patients, essentiellement destinés à fournir les argumentaires encourageant les médecins à prescrire.

2 - Viennent ensuite **la production** et la commercialisation du médicament protégé par brevet pendant 20 ans (à partir du dépôt de la molécule) : c'est la période de collecte des bénéfices et des visiteurs médicaux.

3 - **Les coûts de développement** d'un médicament ressortaient en 1993 à 800 millions \$ selon l'Industrie Pharmaceutique. MM Lauzon et Hasbani (Université de Montréal) tempèrent ces chiffres : les résultats de leur étude sur 9 grands laboratoires montrent qu'ils ont dépensé entre 1991 et 2000, **316 milliards \$ de marketing contre seulement 113 milliards \$ pour la Recherche et Développement et 146 milliards \$ de dividendes** versés à leurs actionnaires (quand même !).

IV - Processus d'élaboration et de distribution des médicaments génériques

Dès qu'un principe tombe dans le domaine public, il peut être copié et vendu sous l'appellation de médicament générique.

N'ayant à supporter que les coûts de mise sur le marché et de production, ils sont vendus moins cher pour un même ratio efficacité/risques.

Contrairement aux USA, où les génériques représentent 50 % des ventes, en France la pénétration des génériques est beaucoup moindre : les médecins, soumis à la pression des visiteurs médicaux, sont essentiellement prescripteurs de principes. Les pharmaciens (soumis eux à la pression des visiteurs des «génériques») ne peuvent que proposer de remplacer les principes prescrits par



des génériques, s'ils existent, à un prix en général 30 % inférieur. Le client peut refuser.

Néanmoins, les génériques deviennent une vraie menace pour les laboratoires. Selon l'OMS, sur les 270 médicaments actuellement indispensables, 265 sont «génériquables». En France, 19 des 20 médicaments les plus consommés, le sont.

L'industrie pharmaceutique se trouve donc dans une impasse.

V - Comment l'Industrie Pharmaceutique essaie-t-elle de sortir de l'impasse actuelle ?

L'arrivée des maladies dégénératives dont on comprend mal les mécanismes, le renchérissement du coût de mise au point d'un médicament provoquent la diminution du nombre de vraies nouveautés médicamenteuses.

Parallèlement, les accidents stoppant la commercialisation de certains médicaments et l'arrivée des génériques diminuent la rentabilité et la valeur boursière des grands laboratoires.

Pour sortir de l'impasse actuelle, l'Industrie Pharmaceutique peut mettre en oeuvre trois types de solutions :

1 - Les solutions honnêtes

- intégrer les «start up» de la recherche biotechnologique dans l'industrie pharmaceutique, ce qui peut néanmoins conduire à la bureaucratisation de la Recherche et Développement et donc souvent à sa stérilisation

- appuyer le renouveau de la recherche universitaire publique qui n'a pas vocation à s'intégrer dans l'Industrie Pharmaceutique

- spécialiser les laboratoires selon des axes thérapeutiques précis

- fusionner pour faire des économies d'échelle

2 - Les solutions discutables

- fabriquer les génériques de ses propres produits

- «cosmétiser» les médicaments (changer leurs formes, leurs couleurs ...)

- lier le nom commercial du médicament à un service rendu par fidélisation du prescripteur et du consommateur

- augmenter la demande par la création d'une politique de prévention (anti-cholestérol, lutte contre le mal-être assimilé à la dépression nerveuse, etc.)

- maximiser l'implantation des médicaments en donnant licence à d'autres laboratoires ou en diffusant les mêmes médicaments sous plusieurs noms

3 - Les solutions honteuses

- faire du chantage au retrait d'un médicament ou en cas de non acceptation du prix demandé ou de remboursements, faire du chantage aux licenciements des personnels

- porter systématiquement plainte contre les «génériqueurs» dans leur bon droit, pour retarder l'apparition des génériques

- dissimuler les résultats négatifs des essais cliniques et induire les médecins en erreur

- essayer de créer de nouvelles pathologies comme les maladies mentales transitoires, la ménopause masculine, l'obésité, etc.

- faire baisser le coût des essais cliniques en utilisant les pays pauvres avec ou sans le consentement des participants

- «débîner» les médecines traditionnelles et l'homéopathie (il n'est pas possible que les hautes dilutions aient un effet biologique alors que c'est démontré), etc.

- faire du lobbying au niveau de l'OMS, de l'OMC ou de la Commission européenne, pour faire modifier la législation sur les brevets.

Conclusion

Malgré la mise en oeuvre de ces plus ou moins bonnes solutions, les choses ne s'arrangent pas pour l'Industrie Pharmaceutique, qui perd tout son capital de sympathie en apparaissant comme sans scrupules, ni morale et uniquement avide de gains à court terme. Cela signifie probablement que sa problématique doit s'inscrire dans celle d'une vision plus générale du rôle du médicament dans les questions de Santé.



D'abord, **est-ce au marketing** de l'Industrie Pharmaceutique de définir quels médicaments doivent être produits et **pas plutôt à la politique de Santé des Etats**, démocratiquement déterminée avec les organismes payeurs (sécurité sociale, mutuelles, etc) et les assurés, où les experts n'auraient plus qu'un rôle consultatif ? Quoi qu'on en pense, le Téléthon est bien une tentative pour imposer la recherche de solutions à des maladies orphelines qui n'ont pas intéressé l'Industrie Pharmaceutique.

Ensuite, pourquoi la société ne devrait pas **rembourser des molécules** (principes actifs) **plutôt que des médicaments** (marques) après en avoir fixé le prix en fonction des coûts de production évidemment, mais surtout des classes thérapeutiques et des résultats **d'essais cliniques indépendants** de l'Industrie Pharmaceutique, c'est-à-dire des services rendus. Ces molécules pourraient, en outre, faire l'objet d'une standardisation internationale confiée à une organisation Mondiale de la Santé **(OMS) jouant enfin un rôle de régulation globale de la Santé.**

Enfin, on pourrait envisager une **vraie formation continue des assurés et également des médecins**, à une utilisation rationnelle des molécules nécessaires à la Santé qui contribuerait sûrement à la réduction du coût global de celle-ci, tout en améliorant le rôle du médicament : moins de médecine de confort, moins d'automédication, moins d'ordonnances à rallonges dont certains éléments se contrarient, moins de quantité prescrite et moins de résistances induites aux médicaments, etc.

Ces orientations générales sont les seules à pouvoir apporter des solutions durables aux problèmes de Santé aussi bien pour les populations que pour l'Industrie Pharmaceutique, qui ne s'en sortira pas avec les expédients mis en oeuvre à court terme.

Jean Restlé – avril 2005

Sources documentaires

- * «Le complexe médico-industriel» par ATTAC aux éditions Mille et une nuits

- * «Comment sauver (vraiment) la Sécu» par Philippe Pignarre - éd. La Découverte

- * «Le grand secret de l'industrie pharmaceutique» par Philippe Pignarre - éd. la Découverte

- * Articles parus dans *Le Monde*, *Alternatives Economiques* et *le Canard Enchaîné* «Complément d'enquête» sur France 2, le 17.01.2005

Notes:

1) Revue indépendante, sans publicité

2) Dénomination des médicaments dont le chiffre d'affaires atteint plus de 1 million \$ par an

Ce qui s'est passé dans les banlieues de la région parisienne puis des grandes villes de l'hexagone est loin d'avoir été vu avec les mêmes lunettes par des observateurs pourtant situés dans le même cercle idéologique et politique : ainsi la poignée de militants qui constituent la petite équipe d'ACC ou qui en sont proches a produit des analyses quelque peu éloignées les unes des autres. Les clivages apparus font penser à ceux qui surgissent sur certains textes comme celui de Jean-Pierre Garnier que nous avons eu la bonne idée de publier juste avant les "émeutes" dans le n° 168 d'ACC (septembre-octobre 2005) et intitulé "Fauteurs de troubles et facteurs de troubles". Relisez et faites lire ce texte (il sera envoyé gratuitement à tout nouvel abonné qui en fera la demande) : il n'y a pas mieux pour que s'animent les discussions et apparaissent les désaccords !

L'édito du présent numéro et les 5 pages qui suivent sont consacrées à cette actualité "brûlante". Après un texte d'un membre de l'équipe d'ACC et au autre de l'équipe d'AES, vous pourrez lire trois éditos. Deux sont tirés du bulletin "Cinquième Zone" qui a fêté la parution de son numéro 200. Ce bulletin distribué aux jeunes des banlieues depuis 10 ans. C'est dire que l'équipe qui le réalise n'a pas attendu ces dernières semaines pour se préoccuper du sujet.

Sur la révolte des banlieues

Pourquoi, sur ce terrain particulier et très sensible d'explosion de violence urbaine, même temporaire, n'y aurait-il qu'une manière de voir ?

Les points de vue peuvent être divers, différents, voire divergents dans leur appréhension globale et totale des événements. Or on peut remarquer que certaines approches se cantonnent à un seul aspect du problème et se contentent de la dimension factuelle : l'émeute et les émeutiers, et leur cortège de casse, d'incendies, de cocktails molotov... Il s'ensuit qu'en remontant aux bras incendiaires et en en restant là, elles sont conduites à cristalliser les craintes, les peurs sur les porteurs de violence chargée de haine pour ce qui représente à leurs yeux les symboles des causes matérielles et humaines de leur mal-vivre et de leur mal-être, amalgamant toute une population de jeunes accusés de laxisme dans une réprobation totale et pas toujours nuancée. On passe ainsi de la «chienlit» (De Gaulle, 1968) aux «émeutes» dirigées contre «l'ordre républicain».

Comment s'étonner dès lors que des termes officiellement consacrés par certains ministres qui ne font pas dans la dentelle : «racaille», «voyous», «nettoyage», «karcher»... soient à peine condamnés ? S'agit-il de simple dérapage sémantique ? Que non ! Se «parler fort» a un objectif : faire frémir la fibre sensible des citoyens pour obtenir leur adhésion tacite ou exprimée aux mesures mises en œuvre pour rétablir ce fameux «ordre républicain», dans une perspective non avouée - bien sûr - basement électoraliste. De la pure provocation pour une pêche aux voix sur le terrain de l'extrême droite xénophobe et raciste !

Faut-il pour autant faire l'apologie des formes qu'ont prises cette révolte, cette violence accompagnée de destructions d'écoles, bâtiments publics, bus, commerces, voitures ? En aucune

façon. Nous ne pouvons que déplorer cette colère spontanée et extrêmement violente qui a fait suite, en réaction, à la mort de Ziad Benna et de Bouna Traoré, et s'est traduite par un mouvement qui s'est auto alimenté comme un feu de paille et généralisé tant la tension était grande depuis des années. N'oublions pas que les véhicules incendiés appartenaient souvent aux voisins, aux parents, que les maternelles recevaient les petits frères ou sœurs des casseurs, que les bus transportaient leurs parents. Cette violence, extrême, irréfléchie, jusqu'alors latente, mais couvant depuis des années, s'exprimant épisodiquement, et tout à coup s'étendant dans le temps et l'espace, et qui se révélera en fait auto destructrice, ne peut relever d'un mouvement organisé, orienté, avec perspective politique. Le croire, c'est se tromper lourdement. Alors des bandes organisées ? Sans doute parce qu'existe tout une économie souterraine: drogue, trafics en tous genres, porteuse d'agressivité et d'aspiration à reproduire les extravagances de la société consumériste bourgeoise dans sa version moderne du libéralisme débridé. Toutefois, il semble que cela ne concerne qu'une minorité de la population des cités. Alors de là à faire de l'ensemble des résidents de ces cités, via les jeunes, la lie de la société «bien élevée» et les réduire à une micro-société tentée par le repli identitaire ou en passe de devenir la proie d'un islamiste intégriste manipulateur, il n'y a malheureusement qu'un pas que maints observateurs - c'est tellement plus facile quand on n'a jamais mis les pieds dans une cité où s'alignent les barres de logements et où 40 % de la population active est au chômage - ont allègrement franchi rejoignant par-là tous les corps institutionnels au verbe haut, à commencer par les partisans d'un ordre pur et dur. Car bien évidemment tous ces «voyous», toute cette «racaille» sont essentiellement maghrébins, musulmans, donc

graines de terroristes, comme chacun sait ! *Ite missa est !*

Les causes

On s'accorde aisément sur les raisons qui sont à la source de ces explosions, dont on ne devrait pas s'étonner de l'avènement, mais dont on devrait plutôt se demander comment il se fait qu'elles n'aient pas eu lieu plus tôt et, pour parodier Wilhem Reich, pourquoi il n'y en a pas eu davantage.

A la lecture des nombreux témoignages des habitants des banlieues et gens engagés socialement pour tenter d'apporter une aide dans ces quartiers, le quotidien de vie est bien souvent une gageure. Un maître mot émerge : la misère, matérielle et morale. Pas de travail : 30 à 50 % de chômeurs, structures socio-éducatives insuffisantes et manquant de moyens, grande pauvreté concentrée dans des immeubles sales, tristes, délabrés, éloignement des centres-ville, quartiers mal desservis par les transports, discrimination, racisme, bref une véritable ghettoisation, avec un fort sentiment d'exclusion, de condamnation à vivre dans le désœuvrement des cités-dépotoirs, soit tous les ingrédients propices à générer rancœur, rejet (structures scolaires), haine, tensions, agressions et, pour survivre, l'illégalisme de la débrouillardise. Que dans ce contexte se construisent des rapports de force entre et dans les communautés : petits caïds, hiérarchie de pouvoir, à cela rien d'étonnant.

Pour beaucoup de ces résidents le mode de vie ne peut se situer qu'en marge de celui de l'ordre établi. Et il perdure depuis des décennies avec ces dernières années une exacerbation en lien avec l'apparition de l'ultra libéralisme et son cortège de privatisations, de casse des services publics, de désengagement vis-à-vis des associations tentant d'œuvrer sur le terrain. Les auto-

rités ont feint d'ignorer ces lieux de vie marginalisés tout en y portant un regard de plus en plus appuyé. Certains auraient voulu provoquer ces quartiers qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Les remèdes

Arc-boutés sur l'idée sécuritaire - au demeurant tout citoyen, tout individu a droit à la sécurité de sa personne et de ses proches - les pouvoirs, de gauche comme de droite, d'Etat comme municipal ou régional, n'ont de cesse d'apporter comme réponse aux troubles ou risques de troubles dont sont porteurs ces quartiers difficiles que la surveillance et la répression de plus en plus marquée depuis les LSQ (Jospin), LSI (Sarkozy), Perben I et II. Une fermeture annoncée avec force, amplement relayée par des médias complaisants, les formes que prennent son application : police diversifiée et multipliée, de plus en plus provocatrice et brutale (les témoignages ne manquent pas) et la quasi impunité dont elle se sait bénéficier, justice expéditive et gantée de fer, voilà pas mal d'ingrédients qui ne peuvent que faire monter la mayonnaise.

Quant au problème de fond: la dimension sociale, il n'a jamais été abordé qu'en termes d'annonce. Les «plans Marshall» pour les banlieues, comme certaines les appellent, se sont succédés sans résultat tangible tant la volonté politique manquait. Et ce n'est pas le saupoudrage de quelques subventions aux associations travaillant sur le terrain - au demeurant ce sont celles que le gouvernement a sucrées au début de l'année - qui vont changer grand chose : toujours l'effet d'annonce ! On préfère, et de loin, durcir les mesures policières. Ce faisant, le pouvoir et au premier chef le ministère de l'Intérieur, donne l'impression de vouloir lier la sécurité dans les banlieues à sa politique générale de lutte contre le terrorisme, sa tasse de thé depuis un certain 11 septembre. C'est en tout cas ce que le projet de loi sur la sécurité et contre le terrorisme, en cours de discussion, prête à entendre.

On aura ainsi assisté, une semaine après le début des émeutes, à la mise en œuvre de tout un arsenal qu'on croyait n'avoir cours que dans les pays totalitaires : couvre-feu, proposition de loi anti-émeutes, ressortie d'une loi vieille de 50 ans (guerre d'Algérie) installant l'état d'urgence, récemment prolongé pour trois mois. Or que contient cette loi de 1955 ? Dans son Art. 8, le ministre de l'Intérieur peut ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacles, des débits de boissons, des lieux de réunion de toute nature dans des

zones déterminées par décret. L'Art. 11, lui, autorise les perquisitions de jour et de nuit, le contrôle de la presse et publications, des émissions de radio, des projections de films et des représentations théâtrales. La Ligue des Droits de l'Homme précise qu'en fait la loi de 55 permet l'interdiction de séjour pour toute personne soupçonnée de vouloir entraver l'action des pouvoirs publics, l'assignation à résidence pour tout individu dont l'activité serait perçue comme dangereuse pour la sécurité et l'ordre publics.

Bref une logique guerrière pour une carence sociale. Et ce ne sont ni le vocabulaire, ni le ton sarcastique d'un Sarkozy sans scrupules déjà en pré-campagne électorale qui apaiseront les esprits. D'ores et déjà le mépris et le harcèlement policiers, les contrôles, les interpellations, les condamnations se poursuivent, mais sans bruit médiatique.

On a la forte impression que, aux yeux d'un pouvoir à la solde de la finance, ces émeutes urbaines n'entrent que pour un épiphénomène - certes de grande ampleur - dans le mécontentement et la résistance qui se manifestent sur le terrain du travail dans des luttes dures: SNCM, traminois marseillais,

SNCF... que le gouvernement aux ordres du MEDEF veut contrer par la force brutale. Il ne veut plus supporter aucune contestation face à ses objectifs ultra-libéraux.

Perspectives

Elles sont peu réjouissantes. Il est manifeste - et le pouvoir le sait - qu'il y aura de nouvelles explosions. Le passé a montré que, une fois les révoltes urbaines retombées, reprend alors la violence sociale, générant de nouvelles crises.

Les outils sont déjà en place pour les réprimer, d'autres apparaîtront, justifiés par l'amalgame : drogue, terrorisme, sécurité. Et les dégâts matériels et humains seront probablement encore plus lourds, la facture plus salée. Dans le désir manifeste de criminaliser une bonne partie de la société, on fera porter la responsabilité de ces rechutes sur les couches prétendument dangereuses englobant pêle-mêle pauvres, chômeurs, précaires, SDF, immigrés (ou descendants de), tous casseurs en puissance, asociaux donc non insérables ou intégrables. Parce qu'on fera toujours l'économie d'un véritable engagement en profondeur dans les cités

périphériques des grandes villes, lequel suppose des actions déterminées sur la territorialité, le logement, l'emploi, l'éducation. On se contentera de quelques minis «plans Marshall» inopérants et on parlera beaucoup et les médias - indépendants comme chacun sait - relayeront volontiers la bonne volonté des autorités. Ainsi ne peut-on que sourire de la récente loi sur «l'égalité des chances» de Villepin dont il peut être assuré qu'elle n'apportera aucune réponse aux questions soulevées. Encore une bonne tarte à la crème pour gogos, dont nombre d'analyses sérieux (cf. dans Politis du 17 nov. Dernier) dénoncent pourtant la vacuité pour ses insuffisances et ses promesses de financement qui ne seront pas tenues.

Pendant ce temps, les affaires tournent, les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent. N'est-ce pas là l'essentiel ? Affaire d'égalité des chances en somme !

Le 28/11/2005, J. F.

Quand les jeunes "dansent avec les loups"

Le numéro 15 (Décembre 2005, 180 pages) de "**Ni patrie ni frontières**" vient de paraître. Comme son titre le laisse entendre, l'objectif de ce numéro spécial est de faire un premier bilan des "émeutes" d'octobre-novembre 2005.

La méthode consiste à rassembler des textes, témoignages, communiqués, articles, situés dans une chronologie. Les sources sont assez diverses politiquement, conformément à la démarche habituelle de cette revue. On y trouve des textes émanant des tendances marxistes influencées par le trotskisme, des textes de groupes libertaires ou d'associations actives dans les quartiers ou d'individus, des témoignages de journalistes, d'enseignants ou de travailleurs sociaux. Une grande diversité, donc, qui met bien en lumière de profondes divergences de perception et d'analyse d'un auteur à l'autre.

Ces textes ont presque tous été récupérés sur des sites ou des listes de discussion sur internet. Pour se procurer ce numéro 15 de "**Ni patrie ni frontières**" adresser un chèque de 7,5 euros à l'ordre de Yves Coleman (sans autre mention; paiement en timbres possible) 10 rue Jean Dolent 75014 PARIS. Tél : 01 45 87 82 11 Courriel : yvescoleman@wanadoo.fr Site : <http://www.mon-dialisme.org> Cliquez ensuite sur "**Ni patrie ni frontières**"; tous les numéros sont en ligne, souvent avant même la publication.

Réactions nihilistes incendiaires ou mobilisation populaire construite

par Gérard Deneux

Le bouffon mégalomane, Sarko, le super-flic, en multipliant les provocations a mis le feu à la poudre des banlieues. Expulser manu militari les victimes des logements insalubres, multiplier les rodomontades télévisées, haranguer les populations stigmatisées des banlieues en leur promettant de les nettoyer au karcher, c'était créer un climat propice à la rébellion. Dans sa course à l'Élysée, il comptait rallier les voix du F Haine pour marginaliser Villepin, il a récolté la colère incendiaire de jeunes en désespérance. Comme à chaque « émeute » urbaine, comme au Val Fourré en 1994, où tout avait brûlé après la mort d'un jeune lycéen dans un commissariat, terrassé par une crise d'asthme faute de soins, le même scénario se répète. Cette fois, ce fut l'électrocution de deux jeunes pourchassés par la police et qualifiés, a priori, par l'apprenti sorcier Sarko, de cambrioleurs (l'enquête démontre le contraire) qui a déclenché **ce mouvement nihiliste**. La grenade lacrymogène sacrilège dans la mosquée de ce quartier a encore décuplé la colère des « pétroliers ». Elle s'est propagée comme un feu de paille touchant par effet de mimétisme 300 quartiers. Ils étaient 1 000, 3 000, 10 000 ... En 3 semaines, 2 800 jeunes, dont beaucoup de mineurs, ont été arrêtés en Seine St Denis, parole de Procureur, « *la très grosse majorité avait un casier judiciaire vierge* » ... **Cette jacquerie sans perspective** a mobilisé l'armée des CRS, diffusé la peur sociale et profondément divisé les couches populaires. Le pouvoir qui, en 1968, n'avait pas osé utiliser l'état d'urgence, y a recouru. Cette logique de guerre civile contre la fraction la plus paupérisée de la population, est venue conforter l'image de sauveurs de Sarko, Villepin et Chirac qui n'en attendaient pas tant, d'autant qu'ils étaient aux abois, une bavure policière pouvant réenclencher l'émeute et provoquer des solidarités improbables. Encore que ...

Face à la rage destructrice des très jeunes, des habitants des quartiers, des parents, des enseignants se sont mobilisés de nuit, dans les lieux et bâtiments publics pour dissuader la folie incendiaire et discuter entre eux des raisons d'une telle éruption. Quant aux beaux esprits, très éloignés de ces quartiers de relégation, ils condamnent et vitupèrent contre cette « racaille » et approuvent pour leur tranquillité le retour à l'ordre musclé ... jusqu'à la prochaine émeute !

Pour l'heure, après quelques nuits d'angoisse, quelques mesures « poudre aux yeux » (service civil) et paroles martiales et compassionnelles, la Droite

autoritaire est confortée dans son rôle. La trique et la peur sociale xénophobe sont les deux « bidules » dont elle entend se servir pour gagner les élections de 2007 et faire passer d'ici là son train de contre-réformes libérales. Y parviendra-t-elle ? L'émotion passée, les esprits se ressaisiront-ils ? Difficile à pronostiquer dans cette conjoncture entre chien et loup où les perspectives dès qu'elles s'ouvrent semblent se boucher ... faute de renouvellement positif des formes de lutte et de l'auto-organisation durable des salariés et chômeurs.

Le NON massif au traité constitutionnel européen n'a connu aucune traduction politique, sinon la persistance des « collectifs du 29 mai ». Les grèves politiques contre la privatisation, déterminées, se sont soldées par des demi-échecs. Contre les marins de la SNCM, qualifiés de « pirates » le pouvoir a eu recours à l'armée militaro-policière et au chantage aux licenciements collectifs avec l'appui en catimini de l'état-major CGT, évitant ainsi la possibilité d'une généralisation de la grève dans la région de Marseille. Ceux de la région des Transports Marseillais isolés, résistent encore sans parvenir à enclencher une mobilisation populaire. C'est que les formes de **luttres contre l'illégitimité du pouvoir** doivent prendre d'autres moyens pour aboutir.

Le mouvement ouvrier, dans sa lutte contre les privatisations devrait se souvenir des LIP « *On produit, on vend, on se paie* ». La réappropriation sociale nécessite le recours aux **pratiques illégalistes** afin de gagner les usagers à la cause des grévistes : organiser le transport gratuit, ou le faire fonctionner en autogestion, c'est démontrer qu'un autre monde d'organisation est possible. Après tout, l'Histoire est là pour le prouver, le droit de se réunir, de publier, de s'organiser a toujours été acquis en bravant les lois liberticides de la République bourgeoise. Il faut s'en persuader : **le fait précède la loi**. Mais, pour exister, cette radicalisation consciente, organisée, discutée démocratiquement, se heurte non seulement à certains appareils syndicaux qui réagissent en accompagnateurs des contre-réformes libérales, mais surtout, au délabrement des rapports sociaux qui divisent les fractions populaires.

En effet, la domination mondialisée du capital financier, c'est le retour de la loi de la jungle et de la barbarie : chômage et précarité massive, salariés kleenex et délocalisations boursières, privatisations et paupérisation, c'est l'avenir que nous promet la « racaille en col

blanc ». Dans les ghettos de relégation, ceux qui subissent extrême pauvreté, ségrégation, discrimination et racisme, rêvent de s'échapper pour avoir droit aux mirages et aux oripeaux technologiques d'une société de consommation, réservés aux classes moyennes qui se réservent. Las de résister, des salariés jusqu'ici préservés des affres de la mondialisation, rêvent de devenir rentiers en achetant des actions EDF ! Des jeunes sans avenir, en échec scolaire, ne croient plus aux vertus de l'éducation. Les familles monoparentales, aux horaires de travail décalés, ou survivant de minima sociaux, ne peuvent assurer à leurs enfants une vie meilleure. Déstructurés, désocialisés, **ils ont la rage, et tentent piteusement de valoriser leur dévalorisation**.

Ce phénomène de déstructuration est complexe. A Amiens, les incendiaires étaient des picards de souche. A la Courneuve, ils étaient Africains, Sri Lankais, Pakistanais et Asiatiques. A Marseille, rien n'a bougé : la pègre organisée maintient sa loi et ne veut pas de l'intervention policière perturbant ses trafics, le mouvement social organisé a eu un effet de politisation qui refuse les actions suicidaires. A Dammarie-les-Lys, le tissu associatif local, la rénovation urbaine et les actions sociales ont maintenu le calme. Les quartiers à forte composante maghrébine plus intégrée ont été moins touchés ... Quant à ceux qui pensent unilatéralement que les gamins révoltés ne sont que des « macho », les enquêtes qui commencent à filtrer démontrent que les « jeunes filles ne cautionnent pas les incendiaires mais comprennent (!) ce qui se passe et le justifient »¹.

Les politiciens ont depuis longtemps abandonné les quartiers populaires. Les militants qui veulent « transformer le monde » ont bien du mal à les réinvestir et à offrir **des perspectives**. Le mouvement social dans les formes requises doit s'adresser à ces populations pour construire une nouvelle unité populaire. Les « Robin des bois » qui refusent de couper l'électricité pour impayés ou qui la rétablissent, ouvrent le chemin de la **solidarité active**. Dans la situation difficile que nous connaissons, pour faire reculer la xénophobie et le racisme et construire le rapport de forces nécessaire, il faut faire converger la construction d'une **communauté d'actions avec une communauté de perspectives**.

¹ Enquête de Marianne

Les militants de "**Cinquième Zone**" (CZ) sont sur le "terrain" depuis dix ans. Durant cette décennie, ils ont distribué dans les banlieues 200 numéros d'un petit journal imprimé sur un recto-verso A4. A l'occasion de la sortie du n°200 (dont l'édito est publié ci-dessous, ainsi que l'édito du n°201) ils ont esquissé un bilan, teinté d'une certaine amertume : "*10 ans d'existence, à vivoter partagés entre notre échec à créer un mouvement dans les banlieues, ce qui était l'objectif et la seule raison de la création de CZ et, quand même, un certain succès d'estime. On ne se résoud pas à tordre le cou à la bête. On s'efforce de donner des éclairages. Efforts dérisoires. Mais que faire d'autre, autrement ? Et qui fait plus, et mieux ? C'était notre couplet pathétique et autodérisoire.*"

En effet, qui fait plus et mieux ? Leur bulletin peut-être reproduit et distribué ailleurs que dans la région parisienne : les thèmes abordés sont généraux. Si localement vous n'arrivez pas à constituer une équipe de diffusion, vous pouvez soutenir "**Cinquième Zone**" financièrement ou tout simplement vous abonner en envoyant 2 carnets de timbres ou vous inscrire pour recevoir la version électronique du bulletin. CZ possède un site : www.cinquieme-zone.org courriel : cz.courrier@cinquieme-zone.org Pour leur écrire : **Cinquième Zone** 11 rue Salvador Allende 92220 BAGNEUX.

Acteurs, pas casseurs !

(Edito de "**Cinquième Zone**" n° 200 - 13 novembre 2005)

Le bilan provisoire des deux semaines d'émeutes dans les cités de tout le pays est lourd : trois morts, des centaines de blessés, des milliers d'interpellations, des centaines de peines de prison distribuées à la chaîne, sept ou huit mille voitures incendiées, des commerces, des gymnases, des locaux municipaux, des écoles dévastés et des millions de mots et d'images.

Sur les raisons profondes de la crise, tout a été dit. D'abord le chômage (30 à 40% dans certaines cités, plus de 50% chez les jeunes sans diplômes), la concentration de la pauvreté dans des grands ensembles tristes et mal entretenus, éloignés des centres-ville et des emplois, mal desservis par les transports. Les discriminations et le racisme. Une école dans laquelle beaucoup de jeunes ne croient plus. Au total, le sentiment d'être condamné à végéter dans des cités dépotoir, fuies par ceux qui réussissent et hantées par ceux qui n'ont d'autre avenir que de tenir les murs. Tout le problème est que si les causes sont bien connues, les remèdes, eux, semblent hors d'atteinte, surtout des responsables qui, prisonniers volontaires du système qu'ils défendent, ne peuvent rien de plus que de vagues discours et quelques promesses sitôt dites, sitôt oubliées.

Avec un tel cocktail, ce n'est pas l'explosion actuelle qui est étonnante. C'est qu'elle n'ait pas eu lieu plus tôt et plus fréquemment. Survenant au lendemain des provocations de Sarkozy, la mort des deux adolescents de Clichy dans un transformateur EDF a tout déclenché. Ça a été l'embrasement (au sens figuré comme au sens propre), d'abord en Ile-de-France puis dans tout le pays. Dix-sept nuits plus tard et quelques milliers de voitures en moins (et plus grave d'écoles), on en est toujours là : des jeunes (tout jeunes ! plus de la moitié des interpellés sont mineurs) qui font le lendemain ce qu'ils ont fait la veille : incendier quelques voitures, des policiers qui s'énervent, un ministre de l'Intérieur qui fait dans le comique troupié, un gouvernement burlesque qui proclame l'état d'urgence et n'exclut pas de recourir à

l'armée tout en ressortant l'inusable «Plan Marshall pour les banlieues» promis à chaque crise...

Selon toute probabilité, malgré sa gravité, cette crise va se terminer comme les précédentes : les jeunes vont se lasser, les garagistes vont faire des affaires, les ministres vont retourner aux leurs et les choses continueront comme d'habitude avec, peut-être, quelques subventions récupérées pour les associations qui tentent de tenir sur le terrain, des jeunes encore plus déboussolés et des adultes plus inquiets.

Jusqu'à la prochaine explosion, plus grave, plus violente et plus désespérée. Ce n'est pas de la divination : c'est ce qui fonctionne aux Etats-Unis depuis des décennies.

A moins que, d'ici là, ne se lève une génération de jeunes capables de comprendre comment fonctionne la société, quelles sont les forces à l'œuvre, comment les groupes sociaux défendent leurs intérêts, bref d'avoir une compréhension politique des choses et non pas seulement en termes d'appartenance à un clan, une cité, une « ethnie » (qu'est-ce que c'est que ça ?), une religion ou une communauté.

Parce le fond de la question se trouve

bien là. Les jeunes brûlent et cassent parce qu'ils souffrent de la situation qui leur est faite, de leur présent médiocre et de leur avenir confisqué. Privés de la culture qui leur permettrait d'expliquer ce qui arrive et de trouver des solutions efficaces, ils enragent, se fabriquent un univers peuplé de forces hostiles mythiques (les Keufs, la cité d'en face, la fatalité) et retournent en définitive leur violence contre eux-mêmes et contre leurs proches.

C'est la génération sacrifiée. Délaisée par un capitalisme qui, pour le moment, n'a pas besoin de leurs bras. Délaisée par un Etat qui trouve plus commode et moins cher de laisser la police tenir le rôle de tous les services publics. Mais délaissée aussi par les partis et les syndicats qui, jadis, se donnaient pour but de rassembler les exploités, de les éveiller à la conscience d'appartenir à un même camp par delà les différences apparentes d'origine, de culture et de langue.

C'est un énorme travail d'éducation qu'il faudrait entreprendre pour que les jeunes des cités deviennent des acteurs conscients de la vie sociale. Il est plus que temps. Si les organisations qui auraient les moyens de conduite cette action de longue haleine ne baissent pas les bras une fois la crise actuelle assoupie et, en attendant la prochaine, retournent à leur train-train, loin des quartiers où on en prend plein la tête.

Une auto à brûler ou un monde à bâtir...

(Edito de "**Cinquième Zone**" n° 201 - 27 novembre 2005)

Il arrive certes que le second terme passe par le premier mais le premier sans le second n'a pas de sens. Les jeunes (un certain nombre de jeunes !) ont montré qu'ils savaient brûler des autos en assez grand nombre, reste à trouver les idées pour le monde à bâtir.

Quinze jours après la fin des émeutes dans les quartiers, les choses sont à peu près revenues à ce que les autorités considèrent comme la « normale » : boulots usants et sous payés pour trop d'adultes, précarité pour beaucoup, heures de transports dans des bus, des métros et des RER bondés, bâtiments dégradés, bandes de jeunes traînant leur ennui dans des écoles auxquelles certains ne croient pas, petits boulots sporadiques pour ceux qui s'accrochent, business et conneries pour ceux qui ont lâché la rampe et interminables périodes de chômage pour tous. Humiliations quotidiennes, regards apeurés des passagers qui ferment leur sac quand montent des jeunes, contrôles d'identité à répétition que certains policiers [pas tous !] s'amuse à multiplier gratuitement. Et, pour tout le monde, l'horizon du béton sale, l'ennui au jour le jour et la confiscation de l'espoir de trouver un jour sa place dans la société pour les plus désespérés.

Tout est rentré dans l'ordre : l'imbécillité du couvre-feu est prolongée de trois mois, les ministres pérorant et font du bruit avec leur bouche, les travailleurs bossent, les entreprises tournent, les bénéficiaires rentrent. De temps à autres, pour amuser la galerie, une brigade de ministres, voire le président de la République, visite une cité comme on explore une région exotique et dangereuse, serrant la main de ceux qui ont franchi les cordons de police, embrassant des enfants et balançant quelques promesses comme les marquis jetaient des piécettes aux pauvres.

C'est ce que les bourgeois qui en profitent et en vivent très bien appellent «la situation normale». Mais c'est aussi, profondément, celle contre laquelle les jeunes se révoltaient, même si, on commence à le voir à l'absence de résultats, ils n'avaient pas choisi les meilleurs moyens pour exprimer leur rage.

C'est bien là qu'est le véritable problème. Car, contrairement à ce qu'affirment certains journaux et pas mal de politiciens intéressés, le plus grave, ce ne sont pas les dégradations commises. Le pire est que rien ni personne – pas même les jeunes eux-mêmes - n'a été en mesure de traduire en mots, de formuler, ce que voulaient les jeunes. Ils voulaient incontestablement dire quelque chose, exprimer une révolte qui, faute de réussir à se traduire en termes politiques (oui, politiques ! au sens de participer aux affaires de la société) a été vue comme une violence gratuite et stérile et, finalement, s'est en partie retournée contre eux.

En effet, il est souvent arrivé par le passé que la colère de la population se manifeste de façon violente : de la Révolution française à Mai 68, la tradition des révoltes et des révolutions est ancienne dans ce pays. Mais, à la différence de ce qui s'est passé ces dernières semaines, ces mouvements (souvent bien plus violents que ce qu'on a vu en novembre 2005) avaient des objectifs, des revendications s'exprimaient, des buts étaient définis. Refusant le sort qui leur était fait, les peuples en mouvement voulaient faire avancer l'histoire et imaginaient des solutions pour y parvenir... sans toujours y réussir, mais c'est une autre histoire.

Les jeunes ne sont pas les premiers responsables de cette situation. Ils payent à leur façon l'effondrement de ce qu'on appelait autrefois le mouvement ouvrier : un certain nombre d'idées (la solidarité des opprimés, quelle que soit leur nationalité ou leur origine, contre les exploités, la nécessité de l'action collective, l'utilité de l'organisation syndicale et politique des exploités, etc) et un certain nombre de pratiques (l'organisation démocratique des mouvements par exemple) ne leur ont pas été transmises par les aînés comme cela s'était fait pour les générations précédentes. Il ne leur reste que leur rage à exprimer, sans savoir contre qui la tourner, ni comment.

Dans le cadre de nos échanges avec la revue "Alternative Libertaire", nous publions ici l'édito paru dans le n° 146 (décembre 2005) de ce mensuel. Il porte également sur les violences dans les banlieues.

Pour s'abonner un an (11 numéros) : 25 euros. Chèque à l'ordre d'"Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19: www.alternativelibertaire.org "Alternative Libertaire" est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

Ne pas se tromper de colère

Les banlieues flambent, les loups hurlent. Sarkozy, Le Pen, De Villiers et leurs sectateurs rivalisent pour multiplier les appels à la haine raciste. Leurs éruptions sont relayées avec la plus grande complaisance par la plupart des médias qui reprennent leur grille de lecture en faisant passer les tensions sociales actuelles pour des tensions ethniques, en misant sur le mensonge, la stigmatisation et les peurs.

Il s'agit bien de marteler des clichés («zones de non droit», «sauvageons» «racailles»...) pour imposer un programme politique : celui de la tolérance 0. La tolérance 0 est le discours de la démagogie et de l'hypocrisie totale de la bourgeoisie et plus généralement de tou(te)s les bien-pensant(e)s qu'ils/elles soient UMP, UDF, FN ou PS.

C'est une tolérance dans les faits à 100 % des discriminations envers les immigré(e)s (contrôles policiers, embauche, logement, éducation...), envers les femmes (violences qui touchent 10 % d'entre elles et débouchent sur près de 100 meurtres par an en France, injures sexistes, pubs sexistes, embauche, rémunération...), envers les jeunes (flicage, répression de leurs actions revendicatives, stages non payés, travail précaire de masse, développement de la prostitution pour financer ses études...).

Et c'est aussi une tolérance à 100 % de la fraude fiscale (50 milliards d'euros par an) dont l'essentiel provient de 2 % des contribuables et porte pour une grande part sur les revenus professionnels, financiers et la TVA.

C'est une tolérance à 100 % des accidents du travail (721 227 en 2003) rendus possibles notamment par le fait que les gouvernements de droite comme de gauche n'ont jamais souhaité compter plus d'un millier d'inspecteurs/trices du travail pour contrôler plus de 1 500 000 entreprises.

Autrement dit pour qu'une minorité vive bien, il faut que des millions de personnes vivent dans une situation de grande précarité et de contrôle social et policier renforcé. Alors, après 3 semaines d'émeutes, un ordre de type colonial règne dans les banlieues. Et comme en 1955 quand fut promulgué le décret instaurant l'état d'urgence, peu nombreux/ses sont celles et ceux qui prennent la mesure de cet état d'exception et de la remise en cause des libertés qu'il suppose.

Le spectacle qu'offrent les partis de gauche, voire d'extrême gauche, la plupart des syndicats, et même nombre d'associations, qui font profession de foi de combattre le racisme et défendre les droits humains, est tout à fait lamentable. Au lieu de redoubler d'énergie et de mobiliser pour l'abrogation du décret de 1955 et des lois sécuritaires de droite et de gauche, le retrait des forces de répression des quartiers populaires, la mise en cause des policiers dans le drame de Clichy, l'abandon des poursuites judiciaires contre les émeutiers et l'amnistie de ceux qui ont été condamnés, tout en exigeant l'indemnisation par l'État des biens de particuliers détruits ou endommagés, ainsi que l'accès de toutes et tous à la santé, l'emploi, l'éducation et le logement, toutes ces organisations se contentent de se fendre de communiqués plus ou moins indignés. Et il n'est bien sûr pas question de prendre des initiatives à la hauteur que la situation exige.

Cette résignation est révélatrice des peurs, de l'aveuglement et de l'absence de lucidité qui travaillent et divisent ces organisations dont une partie des responsables et des militant(e)s approuvent les politiques sécuritaires mises en œuvres depuis des années.

Sans mythifier la figure – toujours masculine – du «jeune rebelle des banlieues» à l'ombre desquels vivent aussi des jeunes filles qui ont encore moins le droit à la parole et souffrent doublement des discriminations, nous devons faire comprendre qu'il n'y a pas «eux» et «nous».

Cette prise de conscience est nécessaire pour faire tomber le rideau de fumée du discours sécuritaire et surmonter les divisions qui empêchent les opprimé(e)s de se rassembler pour porter ensemble des coups décisifs contre la dictature du capital.

Alternative libertaire, le 27 novembre 2005

Ils ont prié synthèse toute la nuit, et synthèse est arrivée ! Devant elle, presque tous les socialistes "virulents" de la campagne pour le "Non" se sont inclinés, d'autant plus bas qu'ils sont haut placés dans la hiérarchie de l'appareil. Leur silence, même provisoire, va servir l'ordre libéral établi et desservir la classe sociale qu'ils prétendent vouloir défendre...

L'Histoire est pleine d'exemples de ce genre de comportement, et pas seulement chez les socialistes. Ce qui s'est passé au Mans n'est donc pas particulièrement étonnant. Cela se reproduira tant que les peuples n'auront pas su se doter durablement de formes d'organisation réellement émancipatrices en lieu et place de ces structures sclérosées, toutes plus ou moins fabriquées sur les modèles de l'ordre dominant, quand elles ne sont pas nourries par lui.

La lettre ouverte reproduite ci-dessous, et signée Raoul-Marc Jennar, décrit bien les contradictions acceptées par ces socialistes du "Non" qui ont fini par signer la synthèse du Mans.

Lettre ouverte à un socialiste du "Non"

Cher Camarade,

Oui, tu m'es cher parce que nous avons pendant des mois partagé la fraternité d'un combat commun qui nous a valu non seulement d'exprimer une même conviction, mais de subir aussi le dénigrement et l'insulte de ceux qui pensent différemment.

Comme des milliers d'autres, avec bon nombre de militants de gauche, membres ou non d'un parti politique, d'un syndicat ou d'une association, je me suis battu sans compter pour que soit rejeté le traité constitutionnel européen parce qu'il allait à l'encontre des valeurs qui définissent une société de solidarité et de justice. Comme des milliers d'autres, j'entends rester cohérent avec ma démarche et fidèle à mes convictions. Ce qui m'inquite aujourd'hui à l'écrire.

Je le fais parce que, comme beaucoup d'autres qui se situent résolument dans la volonté de construire une société différente de celle que nous impose le néolibéralisme, je ne comprends pas. Comme beaucoup d'autres, j'attendais du congrès du PS la clarification. Et nous avons son contraire : la synthèse.

Si je peux comprendre que la hantise de la division guide les militants d'un parti, d'un syndicat ou d'une association, je ne comprends pas qu'elle prime sur la nécessité de choix clairs dont on a impérativement besoin en démocratie si on ne veut pas décevoir, si on ne veut pas démobiliser, si on veut éviter que les citoyennes et les citoyens se détournent de la chose publique.

Avec nous, tu as dit « non » à un projet de traité constitutionnel européen qui imposait durablement un projet de société caractérisé par le déclin des pratiques démocratiques, le rejet de la laïcité, la négation de l'autonomie de la femme, la primauté de l'économie sur le politique, la régression des droits sociaux, la disparition des services publics, l'abandon de la solidarité au profit de la compétition, le productivisme, la généralisation du dumping social et des précarités, l'aliénation définitive à l'OTAN.

Notre combat n'était pas une parenthèse qu'on puisse aujourd'hui refermer. Nous ne nous sommes pas battus pour qu'en fin de compte, l'effort premier soit de « dépasser » ce qui nous a opposés aux partisans de ce projet de so-

ciété.

Nous attendions cette clarification de ton parti parce qu'il réunit des partisans de deux modèles de société différents, parce que nous espérions que le « tous ensemble » du non au néolibéralisme transcenderaient les allégeances partitiques, parce que nous espérions que la « rupture » tant évoquée à nos côtés du haut des estrades et des tribunes serait préférée à l'heure des choix sur une option décisive.

Nous l'attendions d'autant plus que nous gardons en mémoire les espérances déçues de 1981 et de 1997 et que nous espérions qu'enfin soient tirées les leçons du 21 avril 2002.

Nous ne comprenons pas qu'il puisse y avoir synthèse entre partisans et adversaires d'une Europe néolibérale. D'autant moins que l'affaire n'est pas réglée, que l'acte de décès du TCE n'a pas été délivré et que nombreux sont ceux en France (de Giscard à Lipietz) et ailleurs (la Commission européenne, la nouvelle chancellerie d'Allemagne et bien d'autres chefs d'Etat et de gouvernement) qui entendent « ne pas renoncer à la Constitution ».

Voici donc réunis Pascal Lamy et Jean-Luc Mélenchon, Dominique Strauss Kahn et Henri Emmanuelli, Daniel Vaillant et Vincent Peillon, Ségolène Royal et Marie-Noëlle Lieneman !

Voici donc réunis les gardiens de l'ordre toujours prêts à limiter les libertés fondamentales et ceux qui s'en prétendaient les protecteurs.

L'ovation faite à Romano Prodi par un congrès enthousiaste, la bousculade des dirigeants pour se faire photographier à ses côtés en disent long sur la réalité du PS. Si on peut comprendre que toute la gauche radicale italienne se soit ralliée, sans illusion sur les perspectives antilibérales, au seul candidat susceptible de mettre fin à l'omniprésence berlusconienne, rien ne justifie un tel soutien en France.

Romano Prodi, c'est le plus haut responsable de la stratégie de Lisbonne, de la proposition Bolkestein, de la levée du moratoire sur les OGM, du mandat ultralibéral pour négocier à l'OMC, d'un élargissement de l'UE qui renonce à toute forme d'harmonisation et organise la compétition entre les Européennes et les Euro-

péens. Prodi qui s'est réjoui du coup d'Etat contre Chavez avant d'apprendre qu'il avait échoué. Prodi qui était d'accord pour livrer à la CIA les informations confidentielles sur les citoyens européens se rendant aux USA. Prodi, qui fut pendant dix ans membre du bureau exécutif du groupe de Bildeberg, incarne à la perfection le néolibéralisme que les socialistes du « non » avaient déclaré vouloir combattre.

Nous avons le sentiment d'être lâchés. Nous avons l'impression qu'une fois de plus, nous avons eu tort de faire confiance à des socialistes.

Force est donc, Cher Camarade, d'acter que nos chemins désormais divergent.

Pour nous, à la gauche du PS, il faut maintenant tirer les conséquences de ce qui vient de se passer. Car le refus de la clarification entre responsables du PS est une clarification en soi. Il serait irresponsable d'entretenir l'illusion qu'une alternative au néolibéralisme soit possible avec une Aubry, une Royale, un Hollande, un Kouchner, un Lang ou un Strauss-Kahn et leurs nouveaux associés.

Il nous revient d'agir pour que notre "non" et tout ce dont il est porteur ne soit pas dissout dans les rivalités entre partis, syndicats ou associations. Il nous faut exiger l'unité à la gauche du PS. Cette unité que nous avons faite à la base, entre sympathisants et militants, mais aussi entre femmes et hommes sans attaches à un parti. Cette unité, qui a vu des militantes et des militants surmonter les divisions du siècle passé, qui a vu des citoyennes et des citoyens maîtriser les inquiétudes que peut susciter parfois le comportement des partis, qui a vu la fraternité en action pour que triomphe une cause juste, cette unité n'appartient à personne, à aucun parti, à aucun syndicat, à aucune association en particulier. Elle appartient à tous. Elle est notre bien commun. Elle est notre force.

A nous de nous en servir pour qu'émerge un mouvement antilibéral unitaire capable de traduire, dans les luttes comme dans les urnes, notre capacité à imposer l'alternance.

Raoul-Marc Jennar, Mosset le 28/11/05

La casse des services publics par leur privatisation continue. Les quelques voix qui s'élèvent pour s'opposer à ces destructions insensées (au sens de l'intérêt général bien sûr; car si le but d'accroître les profits de quelques uns, ces opérations sont parfaitement sensées !) n'ont guère les moyens de se faire entendre. Les médias sont achetés, au sens propre du terme : des sommes énormes ont été consacrées à la propagande en faveur de la privatisation d'EDF (et pour d'autres qui l'ont précédée). Cet argent pour la pub n'a pas seulement pour but d'intoxiquer les lecteurs, auditeurs et téléspectateurs; il vise aussi à mettre sous dépendance les journalistes et propriétaires de presse.

Nous sommes petits, mais au moins nous sommes libres de publier le texte ci-dessous qui évoque quelques aspects de la privatisation d'EDF. Sur la page suivante nous diffusons une pétition contre la privatisation des autoroutes émanant d'un collectif de Montpellier.

C'est à nous !

Vu à la télé. Des couples contemplant, émerveillés, des installations de production d'électricité. Ils ont une tendance manifeste à préférer les éoliennes et les barrages, c'est-à-dire les énergies renouvelables (8,1 % de la production d'électricité en France, c'est écrit sur vos factures). On devine à peine la centrale nucléaire au milieu des fleurs. Ils se félicitent d'avoir bien choisi ce qui va devenir leur bien privé, via l'actionnariat d'EDF. Le message publicitaire est clair : avant, c'était à l'État, donc à personne. Maintenant, c'est à vous.

L'idéologie de la privatisation des biens publics s'exprime ici ouvertement, non sans habileté. Et pourtant, qu'est-ce que l'introduction en bourse d'EDF, après d'autres, sinon la vente à quelques-uns (probablement 3 à 4 millions, soit moins de 10 % de la population adulte, avec d'énormes inégalités entre les «petits porteurs» et les «gros») du patrimoine de tous. Y compris et surtout de ceux qui n'ont pratiquement pas d'autres patrimoines que ceux que la collectivité met à leur disposition comme biens publics, qu'ils soient marchands (l'énergie, La Poste) ou non marchands (l'école, les services sociaux, la santé publique pour ce qui en reste...).

Ce que l'on nous présente comme une ré-appropriation est en fait le début d'une expropriation de masse dans un domaine où la propriété collective avait été choisie, avec de bonnes raisons.

Objection, votre honneur ! Avons-nous encore aujourd'hui de "bonnes raisons" de défendre le statut public de cette entreprise ? Oui, plus que jamais, mais ce ne sont pas exactement les mêmes qu'à la Libération.

Le principal argument visant à «vendre à l'opinion» cette privatisation (partielle pour l'instant) est le suivant : EDF aurait besoin de fonds importants pour se dévelop-

per, la privatisation en serait le moyen. C'est ridicule. Cette entreprise dégage d'énormes bénéfices (cash-flow de 7 à 9 milliards d'euros par an). Si elle est actuellement endettée (19 milliards d'euros, en nette diminution depuis 2002, beaucoup moins que France Télécom qui en est encore à 50 milliards), c'est d'abord parce qu'elle s'est engagée, en prévision de sa privatisation, dans des projets d'acquisitions à l'étranger dont beaucoup sont des fiascos, au lieu d'investir dans les énergies renouvelables, les réseaux de distribution, et la qualité de service, qui s'est dégradée ces dernières années.

Il est vrai qu'EDF aura besoin à l'avenir d'investir des sommes considérables, mais d'un montant très incertain, pour faire face, entre 2020 et 2050, au démantèlement des centrales nucléaires en fin de vie et au traitement des déchets, ainsi qu'à d'autres incertitudes fortes sur l'avenir du nucléaire. Mais justement : il est fort probable que le secteur privé se refusera à prendre en charge ces risques qu'EDF a très peu "provisionnés". Il va donc exiger de l'État qu'il assume ces risques, selon une lo-

gique classique de privatisation des bénéfices et de socialisation des pertes et des risques majeurs. La Cour des Comptes (dans un rapport de janvier 2005) et l'Autorité des marchés financiers (fin septembre) ont exprimé clairement cette préoccupation.

Curieusement, on n'a pas entendu l'argument classique en faveur de la libéralisation des services publics : cela ferait baisser les prix, au grand bénéfice du "consommateur". On comprend pourquoi. Vu les tarifs actuels d'EDF, nettement inférieurs à ceux de ses principaux concurrents actuels et potentiels, il faudrait les augmenter fortement pour faire fonctionner la "concurrence libre et non faussée" dans ce secteur ! On n'en parle donc pas pour l'instant. Mais cela viendra, et c'est ce qui s'est produit presque partout ailleurs (en préservant toutefois les intérêts des gros clients industriels). GDF vient de montrer la voie, avec une hausse brutale de ses tarifs qui n'a pas d'autre raison que les exigences des actionnaires.

Que l'on soit pour une sortie du nucléaire ou que l'on pense qu'il sera difficile de s'en passer dans un avenir prévisible, on peut s'accorder sur un point. Remettre entre les mains d'intérêts privés de plus en plus transnationaux les grandes questions que sont la gestion des risques nucléaires, la maîtrise de l'énergie dans un monde où le pétrole sera de plus en plus rare et cher, et la lutte contre le réchauffement climatique, ne peut que réduire les capacités d'intervention des citoyens sur des choix qui engagent lourdement notre avenir.

Même si la gestion de cette entreprise a parfois été opaque, sa privatisation nous exproprie. Si un référendum, précédé d'un débat sérieux, était organisé en France sur ce point, une nette majorité se prononcerait contre l'ouverture du capital. Les partis et mouvements de gauche doivent s'engager à nous restituer notre bien en cas d'alternance politique. EDF, c'est à nous !

Jean Gadrey, 9 novembre 2005



NON à la privatisation des autoroutes

Le gouvernement privatise services et biens publics ... L'intérêt de tous est sacrifié au profit de quelques uns. Il veut à présent privatiser totalement les autoroutes, notamment les autoroutes du Sud de la France (ASF) dont il détient la majorité du capital.

C'est inacceptable !

1 Parce que les autoroutes sont des biens publics, payés depuis des années par notre argent .

Les autoroutes sont le seul bien de l'Etat lui rapportant des sommes importantes, 500 à 600 millions d'euros chaque année. Pourquoi les recettes iraient-elles maintenant à des sociétés privées qui s'enrichiraient au détriment de tous ?

2 Les sociétés privées d'autoroute disposeront d'un monopole.

A la recherche d'un profit maximum, elles augmenteront les tarifs comme bon leur semble. Nous serons loin de la gratuité promise à l'origine ! Nous avons tout à y perdre ,

3 Les recettes des autoroutes doivent servir au bien public notamment en finançant le ferroutage et les transports collectifs.

Il était prévu de réaliser des investissements dans le transport ferroviaire par un organisme spécifique: l'Agence de Financement des infrastructures de transport en France. En privant cette agence de ces recettes, le gouvernement sacrifie le rail.

Des sociétés d'autoroute privées, attachées aux bénéfices de leurs actionnaires favoriseront le développement inconsidéré du transport routier au péril de l'environnement, de notre santé et sécurité.

Le réseau que le gouvernement veut privatiser compte 8000 kilomètres d'autoroutes à péage, auxquels s'ajoutent 2500 kilomètres gratuits.

Les ASF (Autoroutes du Sud de la France) dont l'Etat possède 50,37% du capital, constituent le premier groupe, avec 2944 km de voies, 8190 salariés et 2,4 milliards d'euros de chiffres d'affaires.

Viennent ensuite les APRR (Paris, Rhin, Rhône) avec 1821 kilomètres d'autoroutes, 4500 salariés et 1,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires, où l'Etat est présent à hauteur de 70,21%. Enfin, la Sanef compte 1316 km de voies, emploie 3600 salariés et enregistre un chiffre d'affaires de 1 milliard d'euros, la part de l'Etat s'élevant à 75,65% du capital.

Pétition : Non à la privatisation des autoroutes

Je refuse le projet de privatisation des autoroutes, bien public qui doit rester au service de tous

NOM	Prénom	Ville	Signature

A renvoyer à : Collectifs du 29 mai, 9 rue du bassin 34080 Montpellier

Rencontres et lectures à contre courant

A Paris, les 14 et 15 janvier 2006

L'équipe d'ACC, les collectifs A l'Encontre (Suisse), Carré Rouge et L'Emancipation Sociale organisent ensemble en janvier à Paris des journées de travail. Le thème central en est la nécessité, face à la barbarie capitaliste, de défendre, en la renouvelant, la perspective d'une transformation communiste de la société avec l'auto-activité du prolétariat comme son moteur. La discussion sur la révolte des banlieues sera placée dans ce cadre. Toutes nos lectrices et tous nos lecteurs sont cordialement invité-e-s le **14 janvier de 14h30 à 19h00 et le 15 janvier 2006 de 9h30 à 16h00 au Centre culturel, 29 rue des Trois Bornes, PARIS 11^{ème}** (métro : Parmentier).

Pour en savoir plus, et notamment disposer des textes préparatoires aux débats, s'adresser à Carré Rouge BP 125 75463 PARIS cedex 10. Site : <http://carre-rouge.org> Courriel : ybo@club-internet.fr ou chesnaïsf@free.fr. Vous pouvez consulter également le site de nos camarades suisses d'A l'Encontre : www.alencontre.org où vous trouverez par ailleurs une multitude de textes fort intéressants.

Domestiquer les masses

C'est le thème du n°34 de la Revue "Agone". Ce numéro veut prendre la mesure des différentes formes de contrôle social. Comme ACC le fait régulièrement depuis plusieurs numéros en publiant les textes d'Alain Bihl sur la "novlangue du néo-libéralisme", la revue Agone souligne la place des manipulations langagières dans la communication de masse : qu'il s'agisse de politique, de médias, de marketing ou même de production artistique; avec une analyse particulière du rôle des intellectuels dans ce processus.

Quelques titres d'articles pour vous donner envie de vous procurer cette revue : "Quand les journalistes (et leurs favoris) falsifient l'analyse critique des médias", par Serge Halimi & Arnaud Rindel. "Quand les intellectuels s'emparent du fouet. L'homme ordinaire, l'intellectuel et le pouvoir" par Jean-Jacques Rosat "Le développement durable: une pollution mentale au service de l'industrie" par Benoit Eugène...

Revue "Agone" n°34 ISBN 2 7489 0040 5 264 pages 15 x 21 cm 20 euros. En librairie depuis le 28 octobre 2005 <http://www.agone.org/agone34> Editions Agone BP 70072F-13192 Marseille cedex 20

Médias en campagne

"Médias en campagne" s'efforce de montrer comment et pourquoi, à l'occasion du référendum de 2005, les médias dominants ont imposé, sous couvert d'«équité», de «pédagogie» et de «démocratie», un pluralisme tronqué, une propagande masquée et un débat démocratique amputé.

"Médias en campagne" a été coordonné et mis en forme par Henri Maler et Antoine Schwartz. Composé pour l'essentiel à partir d'extraits remaniés des quelques 60 articles publiés sur le site d'Acrimed (17 avenue des Sycomores - 93 310 Le Pré Saint Gervais. Tel : 06 21 21 36 13 - acrimed@wanadoo.fr) pendant la campagne référendaire, ce dossier n'existerait pas sans l'activité de cette association et les contributions individuelles de ses membres, ainsi que celles de ses correspondants et de l'équipe du journal **Pour Lire Pas Lu**.

Paru le 20 novembre 2005. "Médias en campagne" est publié par les Editions Syllepse 69 rue des Rigoles, 75020 Paris e mail : edition@syllepse.net / www.syllepse.net Tel : 33-(0) 1-44-62-08-89 / Fax : 33-(0) 1-44-62-08-62 ISBN : 2-84950-081-X FORMAT : 105 x 165 mm. 134 pages Prix : 7 euros.

Librairie Quilombo

La librairie Quilombo vient de publier son catalogue annuel. 48 pages regroupant plusieurs centaines de titres engagés divisés en une trentaine de thèmes. Ce catalogue est téléchargeable en ligne - <http://www.librairie-quilombo.org/catalogue.htm> - mais le plus agréable reste de le recevoir dans sa version papier. Pour cela écrivez à "Librairie Quilombo" 23 rue Voltaire 75011 PARIS (Tél. 01 43 71 21 07) pour qu'on vous l'envoie. Si vous avez la possibilité d'en faire circuler autour de vous, de les déposer dans des lieux spécifiques, n'hésitez pas à en commander plusieurs. Un exemple d'ouvrage disponible à la Librairie Quilombo : "Le déserteur" paru aux Editions L'Echapée; 128 pages 10,00 €. Ce livre est emblématique parce qu'il fut le premier à expliquer et à justifier la désertion pendant la guerre d'Algérie. Publié aux Editions de Minuit en 1960, il fut aussitôt interdit et saisi, avant d'écopier d'un procès. Mais le milieu étudiant le diffusa largement sous le manteau...

Contrer l'AGCS, c'est ici et maintenant !

Le Syndicat CNT culture spectacle et les Editions CNT de la région parisienne viennent de publier une brochure sur l'Accord général sur le commerce des services : "Contrer l'AGCS, c'est ici et maintenant ! - Comprendre ce qu'est l'AGCS, pour mieux s'y opposer." (Brochure syndicaliste n°14) Pour commander : Chèque à l'ordre de : CNT culture spectacle. Prix: 3 € + port 0,75 € (écopli) ou 1,25 € (rapide) Adresse: CNT 33, rue des Vignoles 75020 Paris.

A bas la calotte !

Sous-titré "La caricature anticléricale et la séparation des Eglises et de l'Etat", ce livre, qui sort au moment où se prépare la célébration du centenaire de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, peut apparaître opportuniste. Mais l'essentiel n'est-il pas qu'il contribue au rappel des circonstances qui ont conduit au vote de cette loi ainsi qu'à celui de la guerre d'opinion particulièrement ardente à laquelle se sont livrés cléricaux et anti-cléricaux à la fin du 19^{ème} siècle.

L'oppression de l'Eglise sur la population depuis le Moyen Age et sa collusion intime avec l'Etat ont amené dans les derniers temps du 19^{ème} nombre de philosophes, rationalistes, libre penseurs, républicains... à s'élever avec force contre cette oppression, à réclamer des mesures de laïcisation et à prôner avec fermeté la séparation. Cette réaction anti-cléricale a fait naître tout une forme et toute une littérature caricaturales dont l'auteur, Guillaume Doizy, retrace l'histoire, centrant toutefois son propos sur la période la plus virulente et la plus riche : celle des années entourant la de séparation de 1905.

Dans cette période, pour toucher un public populaire, en dehors de la caricature qui envahit des journaux satiriques comme le "Le Grelot", le "Don Quichotte" ou l'imagerie satirique particulièrement radicale car liée à l'avènement du mouvement libre penseur militant : naissance de "Les Corbeaux", "La Calotte", "La Raison", l'anticlérical doit utiliser un langage populaire où la trivialité, la parodie et même la pornographie ne sont pas absentes. Il lui faut en effet diffuser une vision infamante du clergé, saper la toute-puissance de l'Eglise, dénoncer son rôle néfaste et destructeur sur la société et viser à la séparation. Agrémenté de plus de 270 documents provenant pour la plupart de la collection de Jean-Bernard Laloux, "A bas la Calotte !" constitue un excellent témoignage de cette période de fortes tensions politiques et sociales."A bas la calotte !", de Guillaume Doizy et Jean-Bernard Laloux, aux Editions Alternatives, 160 pages. 29 euros. En librairie depuis le 22 septembre.

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT

(service abonnements)

BP 2123

68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 20/12/2005



Plus direct et plus efficace, le dialogue social prend de nouvelles formes



Sommaire

- Page 1 Edito : Violences
- Page 2 et 3 La novlangue du néolibéralisme (4)
- Page 4 à 6 ... L'industrie pharmaceutique face à la santé
- Page 7 et 8 Sur la révolte des banlieues
- Page 9 Réactions nihilistes ou mobilisation populaire
- Page 10 Acteurs, pas casseurs !
- Page 10 et 11 Une auto à brûler ou un monde à bâtir
- Page 11 Ne pas se tromper de colère
- Page 12.....Lettre ouverte à un socialiste du non
- Page 13 C'est à nous !
- Page 14 Non à la privatisation des autoroutes
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Le dialogue social vu par Dédé

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>

Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J.M DELAYE / J. FORTCHANTRE
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER